

Communiqué de presse

Fibre excellence : ni fermeture, ni abandon, des solutions existent !

La CGT exprime sa profonde inquiétude et sa révolte après les annonces faites lundi 27 juillet au tribunal de commerce de Toulouse concernant Fibre Excellence. Si la liquidation du site de Tarascon devait être confirmée, une lourde responsabilité politique reste incontournable : celle d'**un État qui refuse d'assumer son rôle de stratégie industriel alors même qu'une solution de reprise existe**. Pire le ministre de l'Industrie s'est appuyé sur une intervention d'un député rassemblement national pour décrédibiliser l'offre de reprise soutenue par les experts et les salarié-es.

Depuis des mois, les salarié-es et leurs représentant-es ont accompli un travail considérable pour préserver l'activité et l'emploi. Avec les collectivités locales, elles et ils ont contribué à bâtir un projet industriel crédible, à identifier un repreneur français solide, à élaborer un plan de diversification de l'activité et à sécuriser des engagements financiers. Là où l'État aurait dû être moteur, ce sont une nouvelle fois les salarié-es qui ont pris leurs responsabilités.

Alors qu'une filière stratégique est menacée, le gouvernement est davantage préoccupé par le respect de dogmes budgétaires et des considérations politiciennes que par la défense de l'appareil productif national. La question est simple : est-ce le rôle du ministère de l'Industrie d'accompagner le développement de la filière française de la pâte à papier ou cherche-t-il à livrer le marché français à des producteurs étrangers ?

Au-delà de Fibre Excellence, c'est toute une politique industrielle qui est remise en cause. **Les fermetures, restructurations et liquidations qui se multiplient dans l'industrie témoignent d'un abandon préoccupant de capacités productives pourtant essentielles à notre souveraineté économique**. La France ne peut pas continuer à regarder ses usines disparaître les unes après les autres, tandis que les productions sont transférées à l'étranger.

La disparition de Fibre Excellence aurait des conséquences dramatiques pour les salariés, leurs familles, les sous-traitants et l'ensemble des territoires concernés. À Tarascon comme à Saint-Gaudens, ce sont des bassins de vie entiers qui dépendent de cette activité. **Derrière les chiffres, ce sont des milliers d'emplois directs et indirects qui sont menacés**.

La CGT rappelle que la filière bois-papier-carton représente un enjeu stratégique pour notre pays, tant du point de vue industriel qu'environnemental. Les incendies d'ampleur inédite que nous connaissons actuellement devraient inciter à tout faire pour préserver une filière essentielle pour l'entretien de notre patrimoine forestier. Dans un contexte où la souveraineté industrielle est régulièrement invoquée par le gouvernement, abandonner Fibre Excellence constituerait un contresens économique et social majeur.

Le délai accordé pour le site de Saint-Gaudens doit être mis à profit pour rechercher toutes les solutions permettant de consolider le projet industriel et d'élargir les soutiens financiers nécessaires. L'Etat doit intervenir avec force pour empêcher la disparition du site de Tarascon et assurer l'avenir du projet Chapelle-Darblay. La CGT continuera à agir sans relâche pour obtenir l'engagement de la puissance publique et préserver les emplois.

Si le gouvernement abandonne Fibre Excellence, la CGT soutiendra pleinement les mobilisations décidées par les salarié-es. Nous ne laisserons pas démanteler un outil industriel stratégique et fonctionnel construit par des générations de travailleurs pour qu'il finisse à la ferraille.

La France a besoin d'une politique industrielle ambitieuse, de filières stratégiques solides et d'un État qui protège l'emploi, les savoir-faire et la souveraineté du pays. C'est cette exigence que porte aujourd'hui la CGT aux côtés des salariés de Fibre Excellence.

À Montreuil le 28 juillet 2026